

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 46722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

SAMEDI-  
DIMANCHE 29  
AOÛT 1976

Belgique 15 FB

Grèce : 20 drach

Italie : 300 lires

Portugal : 15 esc

Suède : 2,25 Ks.

Suisse 1 FS

## Un gouvernement RI-Centrisme-UDR succède au gouvernement UDR-RI-Centrisme

Voici donc constitué le gouvernement de M. Barre. Sans surprise ni imprévu, conforme aux pronostics, tout en nuances, en savants dosages d'étiquettes, et en équilibres précaires. Fait notable cependant : pour confirmer la priorité donnée à la lutte contre l'inflation, le premier ministre cumulera les fonctions de ministre de l'Economie et des Finances, secondé par Durafour qui s'y connaît pour avoir été dans le précédent gouvernement un ministre du Travail à poigne et à chiens policiers.

La formation du gouvernement posait deux problèmes : celui de l'ouverture à gauche annoncée dans l'allocution présidentielle de mercredi et celui de la place de l'UDR après le départ de Chirac.

En ce qui concerne le premier, le sénateur Henri Caillavet s'étant prudemment défilé, l'ouverture se limitera à la promotion ministérielle du sénateur maire de Béziers, M. Brousse, ex-radical-de-gauche, et tripatouilleur immobilier peu ragoutant.

Quant à l'UDR, elle conserve à travers Olivier Guichard, qui avait soutenu la candidature de Chaban aux présidentielles, un poste de premier plan, qui témoigne de la difficulté pour Giscard de contourner ou briser à court terme la première formation de la majorité ; au mieux peut-il espérer la digérer peu à peu au sein d'un vaste regroupement présidentiel, mais ce n'est pas chose faite. En tout cas, manifestant une indéniabilité volontaire de collaboration, de Debré à Peyrefitte, les gaullistes historiques n'ont ménagé ni leurs efforts, ni leur salive pour coller au nouveau premier ministre un label de qualité. Peyrefitte a poussé l'effort jusqu'à lui dénicher dans sa biographie une hérédité gaulliste et à rappeler que Pompidou lui-même avait exercé pendant cinq ans les fonctions de chef de gouvernement avant de se réclamer publiquement de l'étiquette UDR : un précédent qui sauve opportunément les apparences...

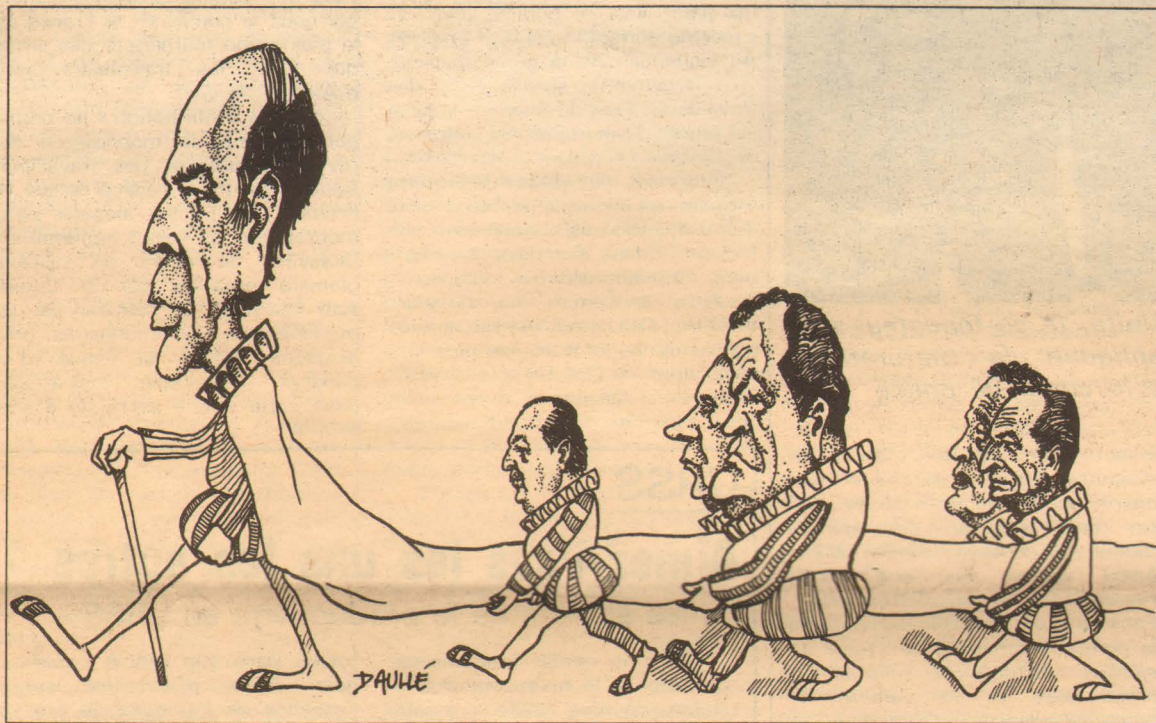
Cette attitude conciliatrice démontre que les jeux ne sont pas faits et que, face à l'Union de la gauche, l'actuelle majorité entend éviter la diaspora et perpétuer une alliance conflictuelle : en son sein, tout demeure négociable et le mariage de raison continue à l'emporter sur la rupture passionnelle.

Il reste que l'on voit mal cette fragile mosaïque gouvernementale tenir deux ans à l'épreuve des difficultés économiques, des luttes sociales, et des contradictions institutionnelles. Debré a beau dire qu'il faut du temps devant soi pour appliquer une politique de fermeté, et que les élections ne pouvaient avoir lieu que tout de suite ou dans deux ans, en aucun cas à mi-chemin, l'équipage de Raymond Barre aura du mal à tenir la distance.

Du point de vue de la bourgeoisie, Chirac avait peut-être raison de préférer affronter le verdict électoral avant que la majorité ne se soit davantage discréditée dans l'exercice de sa politique anti-ouvrière.

D.B.

## GISCARD A LA BARRE BARRE AUX FINANCES



## La collection d'automne

### Catégorie des poids lourds

#### Ceux qui restent

- Poniatowski (RI), le très connu baroudeur de la sécurité reste à l'Intérieur
- Haby, ministre de l'Education nationale et son acolyte, Saulnier-Seité, secrétaire d'Etat aux universités
- Christian Bonnet à l'Agriculture, pour son brillant combat contre la sécheresse
- Simone Veil à la Santé
- Michel d'Ornano (RI) ministre de l'Industrie et de la Recherche
- Yvon Bourges ? Présent ! (voir note en page 3)

#### Ceux qui partent

- Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères, parti caver son vin... on regrettera de ne plus voir sa face de Dupont-la-Joie lors des débats parlementaires (hips).
- André Fosset, ministre de la Qualité de la vie : sa vie devait être de mauvaise qualité...

#### Ceux qui tournent

- J-P Fourcade passe de l'Economie et des Finances (que Barre le vorace s'arroge...) pour se retrouver à l'Equipement. Ministre des stocks, on ne le verra plus beaucoup, le cheveu en brosse et la statistique en main.
- Lecanuet : (voir notre note en page 3)
- Giroud prend la place de Michel Guy à la Culture. Les femmes sont passées de mode. Là où Giroud passe l'herbe ne repousse pas, et le Secrétariat à la condition féminine est supprimé.

#### Chez les poids moyens

##### Restent

- Norbert Ségard aux PTT, a qui

on doit le timbre à 1 F

- André Bord, l'ancien combattant UDR,
- M. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports (RI, ne pas confondre avec un radical de gauche en rupture de ratelier : Caillavet)
- Olivier Stirn, reste aux colonies (TOM-DOM) en attendant l'éruption de la Soufrière (il est UDR)

#### Partent

- Michel Guy, un secrétaire d'Etat à la Culture, bon débarras.
- Tomasini (UDR), qui était chargé des relations avec le parlement, suit son maître Chirac... au fait, saviez-vous que Tomasini dirigeait dans le temps une société qui a volé les fichiers de l'ORTF et les a revendu à des boîtes de publicité. Exit.
- Gabriel Péronet, il était à la Fonction publique.

#### Tournent (silence)

- J-P. Soisson : passe de la Formation professionnelle à la Jeunesse et aux sports. Il ne faisait rien, il pourra continuer
- Vincent Ansquer (UDR) passe de l'Artisanat à la Qualité de la vie, et la danse continue.
- Chez les poids légers, sous-fifres et autres sous secrétaires d'Etat, il n'y a pas beaucoup de mouvement, à part Hélène Dorlhac qui était à la Condition pénitentiaire... il n'y a plus de « condition pénitentiaire » d'ailleurs

#### Ceux qui rentrent

- Olivier Guichard à la Justice (UDR) (voir note page 3)
- Louis de Guiringaud, aux Affaires étrangères
- Robert Boulin (UDR) (voir notre note en page 3)
- Pierre Brousse (rad) (voir note en page 3)

## « La crédibilité de l'Etat est au bout de sa route »

Les Echos

Après un temps de réflexion, la presse bourgeoise s'efforce de saisir le sens, et les risques, de l'opération politique en cours autour du remaniement ministériel. Dans *Le Figaro* d'hier matin, l'éditorialiste Pierre Thibon anticipe quelque peu sur les projets présidentiels en affirmant qu'il n'y a plus « désormais à l'Assemblée de groupe UDR, de groupe RI, de groupe centriste, mais une réunion d'hommes qui se détermineront en fonction des orientations que déterminera le nouveau premier ministre, et qui seront, plus que jamais, celles du président de la République ». Il mesure cependant lucidement les conséquences possibles d'une telle manœuvre : Giscard monte en première ligne, et, en cas d'échec ou d'effritement de sa majorité au Parlement, il n'aurait d'autre recours que la dissolution de l'Assemblée et l'organisation d'élections législatives anticipées pour lesquelles il accorderait souverainement l'investiture de sa majorité, en fonction de la fidélité des candidats à sa personne.

De telles élections signifieraient du même coup une sorte de plébiscite en faveur du Président en fonction : les élections qui sanctionneraient cette dissolution seraient par la force de choses, ses élections, et les perdre atteindrait directement son crédit et peut-être même ses possibilités de rester en fonction.

D.B.

Lire la suite page 3

Après la fuite de gaz toxiques à Seveso en Italie

## DIX, CENT SEVESO DANS LA REGION DE MILAN ?

La zone industrielle de Milan est une véritable « poudrière », où peuvent se produire « dix, cent Seveso » si rien n'est fait pour renforcer la surveillance et la sécurité, a déclaré jeudi le docteur Luigi Cipriani, chef de l'inspection provinciale du travail. Le rapport présenté devant le comité de la province de Milan souligne qu'une enquête effectuée dans 305 entreprises de la région de Milan où existent des risques d'explosion ou d'accidents a montré un non respect des règles de sécurité pratiquement général.

Les inspecteurs du travail ont relevé une moyenne de cinq infractions pour chacune des entreprises visitées !

On apprenait jeudi qu'un ouvrier d'Icmesa de Seveso d'où s'était échappé un nuage toxique avait dû être hospitalisé à Milan.

Cela n'empêche pas les dirigeants de la société Givaudan SA responsables de la fuite de gaz toxique de Seveso de refuser de se présenter devant le juge d'instruction.

Ils sont inculpés de « désastre par imprudence et omission volontaire de sécurité » comme les deux dirigeants italiens d'Icmesa qui eux, sont sous les verrous.

Les avocats estiment que « les procédures dirigées contre Waldvogel, administrateur délégué et Sanbeth, directeur technique, sont irrégulières à plusieurs égards ».

Voyez-vous ça, les procédures sont « irrégulières ». Par contre intoxiquer des centaines de travailleurs et toute la population d'une région, en restant assis confortablement dans son fauteuil en Suisse, cela n'est pas « irrégulier ».

L'arrogance des firmes multinationales, exportant leur pollution à l'étranger, se jouant de la santé de dizaines de milliers de travailleurs comme le montre le rapport de l'inspection du travail n'a pas de bornes.

Le rapport de l'inspection du travail de Milan pose le problème du contrôle des travailleurs sur les conditions de sécurité des entreprises où ils travaillent. La santé des travailleurs n'est pas à vendre.

F.C.

**Nouvelles arrestations de policiers syndiqués en Italie**

Lire page 2

## ITALIE

### Nouvelles arrestations des syndicalistes policiers



Dans une interview à l'Unità, le co-fondateur du syndicat de la police expliquait la maturation démocratique en cours dans le corps de police.

Mardi dernier le procureur militaire de Padoue arrêtait un jeune capitaine de police de Padoue Salvatore Margherito, 26 ans, co-fondateur avec F. Fedeli d'un syndicat de la police (voir Rouge du 26 août).

Jeudi deux sous-officiers de la même caserne de police de Padoue étaient également arrêtés pour le même motif « activité séditeuse ». A l'origine immédiate de cette répression : une manifestation organisée par ces policiers pour l'amélioration de leur condition de travail et pour le droit à la syndicalisation. Mais au-delà de cette manifestation, c'est le vaste mouvement qui se dessine dans les forces de police italienne pour la démilitarisation de ces dernières et le droit à la syndicalisation que la justice militaire tente de frapper.

Deux jours avant son arrestation le jeune capitaine de police avait accordé une interview au quotidien communiste l'Unità (du 20 août), où il expliquait que la mobilisation en cours dans sa caserne n'était pas due au hasard mais reflétait « une véritable prise de conscience critique de la part de tous les policiers : « La majeure partie des agents, provenant des couches les plus humbles se rend compte de l'état d'exploitation dans lequel

vivent leurs familles. Beaucoup d'agents viennent du mouvement ouvrier et ils ont participé aux luttes syndicales qui ont marqué toutes ces dernières années. Nombreux parmi eux ont connu l'humiliation du travail à l'étranger. Enfin une petite partie est venue à la police directement de l'école où elle a assimilé le climat de protestation et la volonté de renouvellement ». C'est pour ces raisons que la démilitarisation et la syndicalisation des forces de police deviennent toujours plus urgentes ».

Le syndicaliste continuait son interview en critiquant l'utilisation faite de la police contre la population et la vie en caserne imposée à tous les policiers pour les empêcher de devenir des « agents pensants ». L'« erreur » de Margherito et de ses deux camarades aura été justement de « penser » ce qui a entraîné son arrestation immédiate.

Cette offensive contre le mouvement démocratique dans la police jette une certaine lumière sur le gouvernement Andreotti appuyé par le PCI : en présentant son programme, celui-ci s'était en effet montré « disponible » à la création d'un syndicat de police. En attendant, il arrête ses fondateurs.

Anna Libera

## Solidarité-Liban

### Communiqué

Au Liban, l'affrontement actuel tourne au génocide. Il faut bien comprendre que cet affrontement n'est pas d'abord une guerre de religion, mais un conflit économique, politique et social.

Des féodaux se servent d'organisations réactionnaires libanaises pour maintenir leurs privilèges et ils couvrent l'intervention syrienne. Le fait que le Liban ait de tout temps constitué un enjeu stratégique, commercial et financier exacerbe la situation et facilite le jeu des grandes puissances étrangères.

L'Union départementale des syndicats CFDT de la Seine Saint Denis apporte son soutien aux forces libanaises qui luttent contre un système politique et social oppresseur et à la résistance dans sa défense du droit à la libre détermination du peuple de Palestine.

A ce sujet, l'Union départementale rappelle que la CFDT s'est déjà prononcée pour la création d'un Etat palestinien souverain et indépendant. Elle se prononce également pour la libre

détermination du peuple libanais à la fois en ce qui concerne son propre avenir et ses options quand au problème palestinien. Ceci nécessite le retrait des forces syriennes du sol libanais.

Les responsabilités politiques de la France ont été importantes au Liban. Le gouvernement actuel doit donc contribuer au rétablissement de la paix et tout doit être mis en œuvre pour développer une action humanitaire qui s'impose de façon urgente.

L'Union départementale des Syndicats CFDT de la Seine Saint Denis, affirme la solidarité des travailleurs du département aux travailleurs et paysans libanais et palestiniens. Elle appelle ses militants à concrétiser cette solidarité en organisant un soutien financier.

Le soutien financier se traduira par une aide médicale. Les fonds sont à verser à la CFDT - CCP 283 24 Paris en indiquant « Solidarité Liban ».

Union départementale des Syndicats CFDT de la Seine Saint Denis Bobigny le 26 août

## AFRIQUE DU SUD

### Après 3 jours de grève générale, Soweto compte ses morts

« Nous utilisons la tactique la plus efficace. Nous effrayons d'abord les gens en tirant du gros plomb, mais nous sommes obligés de tirer par balles sur les incendiaires, et ce sont ceux-ci qui sont habituellement tués ».

C'est M. Jimmy Krugger, ministre de la police sud-africain qui parle ainsi en homme pour qui « tuer du noir » fait partie du métier. Au lendemain de la grève générale largement suivie des travailleurs noirs de Soweto, le bilan est lourd : 37 morts et des centaines de blessés.

Alors que les racistes de Pretoria estiment qu'il n'y a pas de crise ni d'état d'alerte, mais simplement une tension dans leur pays, les réactions internationales se multiplient.

Ainsi le Comité contre l'apartheid de l'ONU a publié jeudi un rapport dans lequel il accuse plusieurs pays dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale, la France et Israël de soutenir

économiquement et militairement l'Afrique du Sud. Ce rapport rappelle que la France est maintenant, dans le domaine militaire, la principale source de matériel et de connaissance technique de l'Afrique du Sud.

Ainsi, c'est une des communications des Nations-Unies elles-mêmes, qui nous le confirme : la France est le plus grand fournisseur des armes qui tuent les travailleurs noirs d'Afrique du Sud.

Cette « confirmation » ne pourra que renforcer la mobilisation des révolutionnaires et des travailleurs français contre le régime raciste de Pretoria. On pourra mesurer cette mobilisation les 4 et 5 septembre à Deauville, au cours du rassemblement organisé par le Comité Anti-Apartheid et soutenu par les organisations révolutionnaires, pour protester contre la tenue d'un congrès touristique sud-africain dans cette ville à partir du 6 septembre.

## URSS

### Aimez-vous les uns les autres ou les secrets de la productivité en URSS

Dans le conflit fondamental qui oppose la bureaucratie à la classe ouvrière, celle-ci a été dépossédée de tous ses droits sauf d'un seul : celui de ne pas travailler dur. Cette résistance passive qu'oppose la classe ouvrière aux planificateurs reste la principale contradiction du régime, et coûte très cher à cette économie où le taux de productivité du travail reste très faible malgré les trésors d'ingéniosité des bureaucrates pour l'augmenter. On a successivement cherché la solution dans la « stimulation » idéologique, puis dans l'intéressement matériel, les méthodes de gestion à l'américaine, l'organisation tayloriste du travail (la chaîne), rien n'y fait. Peut-être la science réussira-t-elle là où la politique a échoué.

Les sociologues et les psychologues se sont donc docilement penchés sur le problème. L'un d'eux vient de faire une découverte stupéfiante : l'amour, les soins maternels et l'éducation sexuelle sont les plus sûrs stimulants de la production indus-

trielle. Dans son article « quelques idées discutables sur l'essence de l'amour », le professeur Orlov révèle que « un peu plus d'amour dans la société et la famille doit permettre d'accroître la productivité du travail. Le préjudice causé à l'économie du fait de l'insuffisance d'amour est comparable à celui d'une catastrophe naturelle ». Pour enrayer ce fléau, le professeur plaide pour des soins maternels attentifs aux bébés, et un développement de l'éducation sexuelle. « La capacité d'aimer est le résultat de l'éducation dans la famille, et en particulier des soins maternels. Si la mère préfère ouvrir son transistor plutôt que de chanter des berceuses à son enfant, le promener en landeau plutôt que le prendre dans ses bras, et ne joue pas avec lui, il est vraisemblable que plus tard il aura du mal à aimer une autre personne. La capacité à aimer dépend également de l'éducation sexuelle ».

A quand des slogans du genre « Le parti vous aime, aimez le parti », au fronton des usines.

## aux quatre coins du monde

### Pour l'amnistie totale en Espagne Des passeports pour tous les réfugiés

Après 9 mois de monarchie, plusieurs centaines d'antifascistes restent en prison ou en exil ; Rien n'a fondamentalement changé avec la prétendue amnistie. Les mobilisations massives des peuples d'Espagne pour l'amnistie totale sont une preuve irréfutable de leur désir de libérer des prisons et de voir rentrer d'exil toutes les victimes de la répression.

Participez à cette lutte pour l'amnistie totale en venant nombreux au

Meeting-Débat, Samedi 28 août à 18h.30, 44, rue de Rennes, métro St. Germain des Prés, organisé par l'Assemblée des réfugiés politiques espagnols de Paris.

Près de 3 000 ouvriers de la construction de la région de Corogne, dans le nord-est de l'Espagne, ont arrêté le travail jeudi.

Les grévistes luttent pour obtenir le semaine de 40 heures, ainsi, qu'une augmentation mensuelle de 8 500 pesetas (600 francs français environ).

### Irlande : Libération de Marie Drumm

Marie Drumm, vice-présidente du Sinn Fein provisoire (aile politique de l'IRA) vient d'être libérée vendredi matin à Belfast. Elle avait été arrêtée le 11 août, à la suite d'une manifestation du mouvement républicain, qui exigeait la réinstauration du statut politique pour les prisonniers en Irlande du Nord.

### Rapport tendant à prouver que Ulrike Meinhof a été victime d'un crime

Le Comité International pour la Défense des Prisonniers Politiques a rendu public un rapport de 45 pages, tendant à prouver, que Ulrike Meinhof ne s'est pas suicidée, mais a été victime d'un crime dans la prison de Stuttgart-Stammheim.

Présenté à la presse par les avocats Klaus Croissant (RFA) et Lucienne Didner-Sergent (France), le rapport du Comité International invoque plusieurs indices pour étayer sa thèse du crime : des hématomes à la cuisse et de nombreuses écorchures sur le corps de Ulrike Meinhof.

Le mensuel de gauche ouest-allemand Konkret et le quotidien britannique Observer avaient déjà affirmé, qu'Ulrike Meinhof ne s'était pas suicidée mais avait été victime d'un crime après une tentative de viol.

Les avocats réunis, au sein du Comité International ont par ailleurs demandé la création d'une commission d'enquête internationale sur les conditions de la mort de Ulrike Meinhof. Leur projet a obtenu l'accord de l'association des écrivains ouest-allemands.

## PAYS-BAS

### Scandale Lockheed : Le prince Bernhard se démet de toutes ses fonctions



### DERNIERE MINUTE

Le congrès du tourisme Sud-africain qui devait se tenir à Deauville est annulé. Le PS, le PSU, la ICR et le collectif Anti-apartheid notamment avaient réclamé son interdiction.

Commentaires de presse autour du changement de gouvernement

## « La crédibilité de l'Etat est au bout de ses réserves »

G. Marchais s'engage à sauvegarder la constitution gaulliste et à patienter sagement jusqu'à 1978

(suite de la page 1)

Tel est bien l'un des aspects fondamentaux des contradictions du régime mises à nu par le différend Giscard-Chirac. En tranchant le conflit au détriment de l'autorité gouvernementale, Giscard met en jeu directement sa propre autorité qui devient la dernière carte de sa fragile coalition électorale.

### Le texte sacré de la Constitution gaulliste

Face à cette nouvelle situation, prévisible depuis la poussée de la gauche aux cantonales, la modération et l'attentisme des partis du programme commun n'en sont que plus révélateurs.

Interrogé mercredi soir par les journalistes de Radio Monte Carlo, Georges Marchais s'est surtout appliqué à éluder les questions les plus épineuses.

A propos du conflit entre président et premier ministre, auquel serait inévitablement confrontée une majorité de gauche, il n'apporte pas la seule réponse logique et réaliste : la défaite de la majorité ne pourrait être que celle de son président ; il devrait donc s'en aller ou plutôt il faudrait dès à présent se préparer à le chasser. Au lieu de cette franchise qui répondrait sans faux fuyants aux interrogations des travailleurs, Marchais s'efforce de louvoyer en portant la querelle sur l'interprétation du texte de la constitution de 58 dont l'article 20 précise que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». Marchais ne peut cependant feindre d'ignorer que c'est le président qui choisit le premier ministre, que ce président prétend tenir du suffrage universel une autorité supérieure à celle du gouvernement et de l'assemblée.

La Constitution est donc peut-être minée de contradictions, mais en cas de victoire électorale de la gauche, ces contradictions ménagent un ultime recours à l'actuelle majorité par le biais des pouvoirs exorbitants du président.

Au lieu d'éclaircir publiquement les termes du débat, Marchais les masque en réaffirmant plus nettement que jamais son acceptation du carcan constitutionnel gaulliste : « Si la gauche l'emporte en 1978, il faudra appliquer la Constitution. Il faudra désigner dans la gauche un premier ministre qui appliquera la politique voulue par la majorité de la nation et le gouvernement appliquera le programme commun. Le chef de l'Etat devra respecter la Constitution, ou se soumettre ou se démettre ».

Nous disons qu'un tel choix n'existe pas et qu'il faudra balayer la Constitution gaulliste de 58, et avec elle le président en fonction.

### L'oeil fixé sur la ligne rose de 1978

D'autre part, il apparaît clairement que Giscard joue sur la réussite du gouvernement actuel l'avenir du septennat, et peut-être du régime à court terme, dans les mois qui viennent. L'éditorialiste des *Echos* note avec une inquiétude non dissimulée : « On pourra

certes encore changer de gouvernement. Mais du côté du pays, la crédibilité de l'Etat est au bout de ses réserves ». Les échéances sont donc rapprochées. Or, pour G. Marchais, le cap n'a pas changé, il reste rivé sur l'horizon de 78 : « S'il est évident que la mise en oeuvre du programme commun de la gauche permettra de résoudre, d'une manière définitive ces problèmes, ce programme ne pourra être appliqué que lorsque la gauche sera au pouvoir. Or nous ne sommes pas partisans du tout ou rien. Les gens ne peuvent pas attendre 78. Il faut des mesures immédiates. Les communistes proposent donc une série d'objectifs de lutte immédiats ».

Les gens ne peuvent pas attendre 78, dit Marchais. Et comme il a raison ! Pour répondre à leur attente légitime, il propose des objectifs de lutte immédiats. Nous pouvons en discuter le contenu mais nous sommes les premiers convaincus de leur nécessité. C'est un plan de riposte à l'offensive patronale et gouvernementale qu'il faut, contre l'austérité, le blocage des salaires, le chômage. Mais nous savons aussi que pour imposer l'austérité, l'Etat patron se chargera de donner l'exemple comme il a déjà voulu dans un passé récent opposer intransigemment et répression aux revendications des travailleurs des PTT ou de la SNCF. Les épreuves de force sur ce terrain convergeront inévitablement vers le butoir gouvernemental, quel que soit par ailleurs le chantage des ministres contre la politisation des luttes.

A sa façon, Giscard a pris ses responsabilités. Les partis qui ont la confiance de la majorité des travailleurs devront prendre les leurs et faire tomber tous les obstacles devant les exigences légitimes de la classe ouvrière. Or, pas un seul instant Marchais n'envisage que la mobilisation face à un régime déjà usé et passablement discrédité puisse bousculer les échéances du calendrier électoral. Il n'envisage aucune issue politique avant 1978. Alors, devant l'offensive patronale qui s'annonce, entendra-t-on de nouveaux directions syndicales et les partis du programme commun prêcher la responsabilité au nom des échéances électorales de 78 qu'il faudrait ne pas compromettre ? Les verra-t-on faire le jeu de Giscard qui a parié contre Chirac que par une politique à poigne, il pourrait faire baisser la tête aux travailleurs et renforcer les chances de la majorité actuelle de se maintenir en 78 ?

Nous sommes convaincus quant à nous, que le mouvement ouvrier a la force et les moyens de mettre en échec l'austérité qu'on entend lui imposer de chasser un gouvernement qui en assume la responsabilité, et de mettre bas un régime qui en est responsable. Pour cela, il faut que les partis ouvriers qui sont déjà majoritaires dans le pays prennent les choses en main, tout de suite. D'attente en sursis, de reculades en capitulations, ils se prépareraient au mieux à hériter d'ici quelques années d'une situation encore plus dégradée, dont la bourgeoisie consentirait peut-être alors à leur confier la réparation sur le dos d'une classe ouvrière décue et démobilisée d'avoir trop attendu.

Daniel Bensaïd

## La collection d'automne



### Lecanuet : du charme mais rien derrière

Jean Lecanuet qui quitte le ministère de la justice aura été à son poste un ministre de l'innovation. C'est en effet sous son règne qu'à peu près toutes les catégories des professionnels de la justice ont fait grève. Les avocats d'abord pour protester contre certaines réformes de la procédure civile : les greffiers ensuite, pour protester contre leurs conditions de travail ; les magistrats enfin, pour protester contre les sanctions frappant le substitut Ceccaldi qui menait trop bien son enquête contre les pétroliers.

Toutes ces protestations l'ont-elles affecté ? C'est peu sûr. A l'évidence le poste ne l'intéressait pas beaucoup. C'est d'ailleurs du ministère de l'intérieur que vint l'essentiel des projets de réformes judiciaires de l'ère giscardienne, toutes attentatoires aux libertés.

Les rares fois où il s'occupa de la justice, ce fut pour chasser les saboteurs de la répression, soit pour tenter de faire sanctionner des magistrats (affaire Ceccaldi) soit pour tenter de faire guillotiner des criminels pas encore jugés (affaire Patrick Henry).

C'était d'ailleurs chez lui une de ses spécialités. Dents blanches et main sur le coeur, il ne manquait pas d'élégance pour faire de grands discours sur l'indépendance de la magistrature tout en sautant allégrement au-dessus des magistrats. Le juge De Charrette se vit ainsi rapidement désavoué pour avoir mis en cabane un patron, grâce aux coups de téléphone diligents de Lecanuet.

Lecanuet se retrouve maintenant au plan et à l'aménagement du territoire où il pourra exercer ses talents avec moins de réserve. Il ne manque en effet pas d'amis dans la corporation des entrepreneurs en travaux publics, surtout dans la région rouennaise. Certains d'entre eux ont même eu quelques problèmes ces derniers temps, dans une affaire de répartition frauduleuse des marchés publics de l'Etat. Une façon, pour Lecanuet, de rester au contact des affaires de justice.

### Bourges rempile.

C'est sans doute parce que malgré la mission accomplie lancée par Bigeard lors de son départ, il reste pas mal de pain sur la planche. Bourges reste donc le ministre du malaise. C'est sur lui que continuera à se porter la rancœur des cadres aigris, dibisés, désespérés. C'est malgré lui que continueront à se développer les comités de soldats que l'insolence fera tâche d'huile au sein du contingent, que gagnera la perspective de construction d'un syndicat de soldats. A la tête du ministère des Armées cet UDR qui n'a jamais porté un uniforme de sa vie est à n'en pas douter l'homme qui convient le mieux à la situation. Ne comprenant rien à rien, il restera serén.



### Olivier Guichard le baron placide

Guichard on l'appelle « un des plus fidèles barons du gaullisme ». Baron, il l'était de naissance, fidèle, il l'est pour se prouver qu'il existe : « Si l'on a dans ses convictions une certaine continuité, on donne toujours l'impression d'exister » (1). Mais sa fidélité au gaullisme durant « la traversée du désert » (46-58) a été aussi récompensée par un poste de Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 63 à 67 et par une succession ininterrompue de ministères de 67 à 74. Mais depuis, éloigné de la soupe pour avoir soutenu Chaban au 1<sup>er</sup> tour en 74, il est néanmoins sans rancune pour Giscard : « Nous avons toujours su que Giscard était le premier de la classe, mais il n'appartient pas sentimentalement au monde gaulliste, pourquoi lui en vouloir ? » (1).

Mais cette largesse d'esprit a ses limites. Guichard, qui a l'avantage de l'honnêteté écrit dans son livre « Un chemin tranquille » : « Mon allergie au marxisme me coupe peut-être de beaucoup de choses ou m'interdit certains dialogues, je le regrette, mais je m'y suis fait, c'est une question de sensibilité ». Avec cette sensibilité là, la justice est en de bonnes mains !

(1) Interview à Play Boy juillet 75

### Pierre Brousse

#### L'ouverture au Centre-gauche

Sénateur-maire de Béziers

Secrétaire général du Parti-Radical-Socialiste en 1960, il rejoint en février 74 les Radicaux de Gauche pour en démissionner en 76. « Je n'ai jamais approuvé le programme communiste, car on ne défend pas la liberté avec le Parti Communiste » déclare-t-il en s'en allant.

Mais dans la région de Béziers, on dit que M<sup>r</sup> Brousse a des amis peu recommandables.

Brousse est président de la Société d'économie mixte dite SEBLI (Société d'Equipement de Béziers et du Littoral). Cette SEBLI a confié à la société ASTRE aujourd'hui en faillite frauduleuse la réalisation de 80% des chantiers du Cap d'Agde. Le 13 juillet 73, Brousse vend 10 350 M2 de la ZUP de Béziers à la même société ASTRE pour y construire 25 villas. L'acte ne sera signé que le 7 décembre alors qu'un pavillon témoin est déjà édifié. Mais entre temps, alors que le permis de construire avait été délivré pour un « contrat de promotion » qui vend à la fois le terrain et la villa à l'acquéreur, M<sup>r</sup> MAS (PDG de la société ASTRE) a transformé avec la bénédiction de la mairie les contrats uniques en deux contrats de vente (terrain et villa vendus séparément), ce qui lui rapporte 30 % de plus.

### Robert Boulin : le bouche-trou

BOULIN vous ne pouvez pas ne pas le connaître. Il est de tous les gouvernements depuis le début de la Vème République. Il est pratiquement passé dans tous les secrétariats d'Etat et dans des petits ministères où il n'a jamais brillé par sa personnalité. On l'écrit, on le prend, on le jette, on le rattrape, on le déplace, il est toujours là, souriant. Secrétaire d'Etat aux Rapatriés, au Budget, à l'Economie et aux Finances, ministre de l'Agriculture, de la Santé, chargé des relations avec le Parlement dans le premier gouvernement Messmer, il revient à ce poste qu'il aura peut-être le temps d'assumer entre deux Conseils d'Administration. Boulin est en effet administrateur de trois sociétés commerciales, rien que ça. Pour les fins de mois difficiles, c'est un homme politique de deuxième zone, celui que l'on va chercher pour boucher les trous. Pas étonnant. Avec toutes ses fonctions, la tête lui tourne à ce point qu'il donne l'impression de ne plus s'y retrouver lui-même.

### Stoléru : vive le travail manuel

Stoléru reste à son poste de secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels. Heureusement. Savez-vous quelle importante mesure il nous prépare dans le cadre de sa campagne pour la revalorisation du travail manuel ? Il paraît que les femmes de notre pays méprisent les travailleurs manuels, ces derniers éprouvent donc des difficultés à se marier. Que faire ? Stoléru a trouvé la solution : allouer une prime de 1 000 francs à toute femme acceptant d'épouser un travailleur manuel ! (ce n'est pas une blague).

Qui est donc ce M<sup>r</sup> Mas ?

C'est le Président de la « fameuse » équipe de rugby de Béziers. C'est surtout un collabo qui a construit avec les nazis les blockhaus du « mur de la Méditerranée », et qui est maintenant un bon copain du Ministre UDR André Bord (aujourd'hui reconduit dans ses fonctions), qui lui a remis la médaille du mérite.

Le procès pour faillite frauduleuse aura lieu en septembre avec 30 accusés... On pourrait demander aussi des explications à ces Messieurs Brousse et Bord, aujourd'hui ministre et secrétaire d'Etat.

## France Soir

### La lutte enterrée ?

Winkler a pavosé au micro d'Europe n°1 après le vote de reprise du travail des journalistes à l'AG de jeudi soir. Il a notamment déclaré que l'accord signé « donnait certaines satisfactions morales aux journalistes qui ont peur de l'inconnu. On a concédé certaines formules qui permettront sans doute de les rassurer ». « Je considère que l'inconnu qu'est pour eux monsieur Hersant est pour moi un grand professionnel de la presse, un homme extrêmement capable qui a démontré être un très bon gestionnaire », a-t-il ajouté.

Il a poursuivi en affirmant que « les négociations qui vont s'ouvrir entre la rédaction, M. Goddyn et moi-même ne porteront absolument pas sur la remise en cause de l'accord conclu avec M. Hersant, mais sur des questions déjà à l'ordre du jour : les conditions de travail, les conditions de l'emploi, des indemnités éventuelles dans le cas de démissions par exemple ».

Ces déclarations provocatrices, bien dans la ligne du personnage, ne semblent pas avoir provoqué de réactions chez les journalistes de France-Soir. Le journal est bien paru hier avec ses titres à sensation et ses photos géantes à la une, la motion des journalistes ayant été reléguée en bas de la page quatre, suivie d'un « dont acte » de Winkler qui rappelle qu'il « exposera en temps voulu ses vues sur les événements actuels ». Alors « France-Hersant, c'est fait » ?



Paul Winkler, patron du « Journal de Mickey » et de France-Soir (AFP)

Pas sûr. Certes il fallait être naïf pour compter sur la rédaction de France-Soir pour mener le combat jusqu'au bout contre le monopole de l'information dans les mains d'Hersant. La majorité de celle-ci ne voulait pas de l'épreuve de force. La CGT des journalistes et surtout la FFL l'ont poussée dans ce sens en dénonçant très tôt les « dangers du jusqu'au boutisme » et en fournissant aux antigévistes l'argument « le livre nous lâche ».

L'intersyndicale a donc enfourché le cheval de la nécessaire défense de la sacro-sainte unité de la rédaction pour trouver une porte de sortie à un mouvement dont la dynamique l'inquiétait.

Mais cette dynamique est engagée. Aujourd'hui, l'ensemble des travailleurs de l'information se sent concerné par la question du monopole de l'information. Le succès de la manifestation de jeudi en est un témoignage probant.

J.C.

### Quand la police sévit

## Sorti de sa voiture par le pare-brise !

Une nouvelle affaire de sévices policiers vient d'éclater après les déclarations publiques de Paul Soulé, un ancien détenu qui se plaint d'avoir subi des sévices graves de la part de policiers au moment de son arrestation. Ses déclarations ont été rapportées par le CAP qui s'associe aux plaintes déposées par Soulé. Ce dernier incrimine aussi l'hôpital pénitencier de Fresnes qui ne l'aurait pas correctement soigné le laissant ainsi dans un état grave.

Les autorités compétentes, comme dans l'affaire Barreto, n'ont toujours pas démenti. La liste serait longue de toutes les exactions policières qui ont traîné des années avant d'aboutir devant la justice, quand elles n'ont pas été abandonnées par des plaignants à court d'argent ou cédant devant les tracasseries.

Paul Soulé roulait dans la nuit du 8 au 9 mai dernier quand il franchit une ligne jaune : « je n'ai pas entendu le premier coup de sifflet des policiers, je roulais vite et avant qu'ils redémarrent j'étais loin ». Cela se passait à Aubervilliers et les flics, coriaces, devaient le rattraper tout de même dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. « Pour m'arrêter ils sont entrés dans ma voiture avec la leur. Puis ils ont jailli et ont cassé le pare-brise avec leurs crosses de revolver. Il y en a un qui m'a saisi par le menton et m'a obligé à sortir par le pare-brise cassé. J'en ai gardé des éclats de verre dans la tête et dans le cou, que je n'ai pas encore fait opérer car ils constituent des preuves. Ils m'ont ensuite mis par terre et m'ont roué de coups de pied au bas ventre. »

Le dimanche Paul Soulé aurait été conduit à la salle Cuzko de l'hôpital de l'Hotel Dieu. Paul Soulé n'aurait reçu à la salle Cuzko que des soins et piqûres en vue de freiner la douleur, mais aucune analyse sérieuse sur son état n'aurait été faite. Le mardi il était donc renvoyé sur la prison de la Santé, où le directeur, jugeant son état pas du tout satisfaisant, le renvoyait dès le jeudi 14 mai à l'hôpital-prison de Fresnes. On peut se demander dans quel état de guérison il aurait quitté l'Hotel-Dieu.

« A Fresnes, déclare Soulé, on a refusé de m'opérer jusqu'à ce que je sois condamné. Pour tous soins j'ai eu droit à des cachets d'aspirine. J'ai été condamné le 2 juillet par la 10<sup>e</sup> correctionnelle à 6 mois de prison ferme, pour délit de fuite et rébellion. Les médecins de Fresnes ont tenu parole puisque j'ai été opéré cinq jours plus tard. Je ne savais pas la gravité de mon état. J'avais accepté qu'ils m'ouvrent pour guérir pas pour qu'ils m'enlèvent un testicule et son cordon. Pour tous calmants j'ai encore eu droit à des cachets d'aspirine. Le 30 juillet on m'annonçait ma mise en liberté conditionnelle. Une ambulance est venue me chercher directement pour m'emmener à l'hôpital Cochin. Là ils ont dû m'opérer de nouveau. Ils m'ont ouvert en grand cette fois-ci ».

Il va bientôt être envoyé sur une maison de convalescence. Soulé a décidé de porter plainte contre les policiers d'Aubervilliers d'une part et contre l'hôpital prison de Fresnes d'autre part. Une histoire à suivre.

Jean-Gilbert du CAP

## A la veille du jugement en référé dans l'affaire Hersant-France-Soir

### Les juges de Beauvais avaient déjà condamné Hersant !

Ce n'est que ce soir que l'on connaîtra les résultats de l'action en référé intentée par l'intersyndicale et la société des journalistes de France-Soir contre le rachat par Hersant de la moitié du quotidien.

On sait que les journalistes fondent leur action sur l'ordonnance du 26 août 44 concernant la presse, et particulièrement sur ses articles 4 et 9 qui interdisent l'emploi de prête-noms pour des achats de journaux et le cumul des postes de directeur. L'article 9 stipule en effet que « la même personne ne peut être directeur ou directeur délégué de plus d'un quotidien ».

Certes Hersant n'est pas directeur de tous ses journaux : quelques sous-fifres font bien l'affaire. Ce qui constitue déjà une première irrégularité puisque l'article 7 de la même ordonnance stipule que « lorsque la majorité du capital de l'entreprise publiant un quotidien ou un hebdomadaire appartient à une même personne, celle-ci sera obligatoirement directeur de la publication ».

Certes Hersant proclame aussi que tous ces journaux ne lui appartiennent pas, que juridiquement il n'est qu'actionnaire minoritaire - des sociétés qui les contrôlent. Mais là il ne s'agit que de prestidigitations juridiques : Hersant est bien propriétaire de plusieurs journaux, à la tête de ce qu'on peut appeler un « groupe Hersant » même si ce dernier n'a aucune existence légale. Même plus,

l'existence de ce groupe a été reconnue par une ordonnance de référé - déjà ! - rendue par le tribunal de commerce de Beauvais le 6 mai 1975.

A l'époque le tribunal eut à régler un différend entre six sociétés de presse où Hersant avait des intérêts (Edition - Diffusion - Presse, Havraise d'Impression, Société normande de presse républicaine, Publiprint, Presse-Nord et Socpresse) et la société « Le Parisien Libéré » dont Amaury est le propriétaire. Le procès n'était que la suite des valse de titres que diverses régions françaises ont connues ces dernières années.

En 65 Amaury racheta à Hersant les titres « Oise-Matin » et « Paris-Matin » pour les transformer en édition régionale du « Parisien Libéré ». En contrepartie d'un prix de vente très élevé (8 300 000 F ; signalons pour mémoire que France-Soir a été vendu 9 700 000 F) Hersant s'engageait à ne publier ni diffuser aucun titre quotidien similaire à ceux vendus dans le même département et deux limitrophes, et ce pour une durée de vingt ans. Vulgairement parlant, le requin Amaury avait racheté le monopole au requin Hersant.

Mais dix ans plus tard Hersant, par l'intermédiaire de la société Edition Diffusion Presse (EDP) tenta de ressortir un quotidien dans l'Oise. Fureur d'Amaury qui intenta aussitôt



Emilien Amaury (Gamma)

un procès, qu'il gagna d'ailleurs. Hersant contre-attaqua vigoureusement en faisant valoir qu'il n'était pas majoritaire dans la société EDP n'en possédant que 177 parts sur 500, et que donc il n'avait pas violé ses engagements avec une société qu'il ne contrôlait pas.

Par malchance Amaury, qui connaît autant, sinon plus, ses amis que ses ennemis, avait ses petites informations. Il n'eut pas de mal à prouver que certes Hersant n'avait que 177 parts d'EDP mais qu'il con-



Robert Hersant (AFP)

trôlait à 80% la Socpresse qui possédait 280 parts d'EDP. Si bien qu'Hersant était en définitive propriétaire de 381 actions d'EDP, soit plus des 3/4 du capital.

Les attendus du jugement sont d'ailleurs édifiants. Ils démontrent que Hersant, par l'intermédiaire des sociétés écrans où il n'a que quelques parts, possédait en fait un fabuleux empire étroitement contrôlé. Laissons la parole au juge : « Attendu que de même pour la Société

normande de presse républicaine, au capital composé de 3 366 actions, la majorité est détenue par la Socpresse, 1 707 actions et Robert Hersant 3 actions (une misère !

ndlr) ; que pareillement dans les autres sociétés assignées, on ne trouve pour la Société Havraise d'impression : SOCPRESSE 16 341 parts, Robert Hersant 6 parts sur un total de 20 032 parts ; pour la société Publiprint : EDP 770 actions et Robert Hersant 55 sur 1 000 actions ; pour la société Presse-Nord : Socpresse 9988 actions, Robert Hersant 2 actions sur 10 000 actions formant le capital de cette dernière ; attendu qu'ainsi apparaît à l'évidence une imbrication étroite entre les diverses sociétés assignées, la Socpresse faisant figure de société-mère par rapport aux six autres dont EDP, qui seraient ses filiales, qu'il est ainsi possible d'évoquer pratiquement un groupe dit « Hersant », sachant que ce dernier détient 80% de la Socpresse, même si ce groupe n'a aucune existence légale... ».

C'est peut-être du jargon, mais le jugement de Beauvais apporte la preuve de la réelle existence d'un groupe de presse illégal - que contrôle Hersant. Les juges de Paris peuvent toujours se renseigner au greffe du tribunal de commerce de Beauvais.

Georges Marion

## Ceux qui ne partent pas en vacances

### Interview de Dialo, un des dirigeants de la grève du foyer Sonacotra de Bagnolet

En fait, très peu de travailleurs immigrés retournent au pays, cela leur arrive en moyenne tous les trois ou quatre ans si tout se passe bien.

#### Les vacances

En fait le mois de vacances est souvent l'occasion de travailler en plus. On trouve facilement du boulot dans le bâtiment ou la manutention, les vacances pour les immigrés n'existent pas.

Pendant l'année chaque semaine, on touche des acomptes. Or, pendant les vacances on ne peut plus en bénéficier et ces mois-là sont les plus difficiles. On touche la prime de vacances mais elle ne permet pas de dépasser le 15 du mois. Tu comprends, c'est la période des colis, des cadeaux, des mandats à la famille : alors il faut trouver du travail pendant l'été.

Il y a beaucoup d'embauche mais comme il est difficile de travailler en plus, les agences intermédiaires embauchent, ou les patrons, à des prix ridicules... Il m'est arrivé d'être embauché à 6 francs en été alors qu'en temps normal je suis payé à 12 francs.

Il arrive même que les patrons font des offres dans les foyers, par le biais du directeur, pour recruter du personnel à bon marché, en général sans papier, c'est à dire non déclaré, le plus souvent dans la manutention ou la démolition...

S'il y a un accident, c'est le patron qui prend ça sur lui...

Actuellement il devient de plus en plus difficile de trouver du travail avec le développement du chômage. On est obligé de limiter sa consommation car le pouvoir d'achat s'amenuise.

On ne mange plus comme avant. On garde plusieurs jours la même soupe avec les maladies que cela entraîne.

La part du salaire consacrée aux économies reste la même, pour les parents.

#### Le chômage

Les chômeurs... Comment se débrouillent-ils ? Il y a les copains :

puis la vente des appareils photo, radio, montre, c'est la période du marché noir : il y en a même qui vendent leur billet d'avion.

#### La répression

Elle a frappé beaucoup les Sénégalais, vendeurs de statues bois arts africains ; tu n'as qu'à voir à la gare de Lyon, il n'y a plus personne. Grâce à eux existait une source d'approvisionnement de produits d'origine comme le kola, les cure-dents, les éponges de toilette, les boubous, l'encens ; ils permettaient l'existence et la vie d'une communauté. Certains sont partis sans leurs affaires.

Au niveau des maliens c'est pareil.

C'est la frayeur, l'inquiétude, l'incertitude. Le manque de sécurité. Où sont les expulsés ? Je pense qu'il y a 100 à 150 expulsés vers le Maghreb ou l'Afrique NOIRE.

Un camarade sénégalais a été contrôlé quatre fois dans sa journée, les mains en l'air, fouillé, palpé, pas de carte de séjour ? expulsé. Touristes pas en règle ? Expulsés.

Nous n'avons pas senti de forme de racisme de la part de la population française et parfois même une solidarité : les gens regardent inquiets, mais ne disent rien.

La presse n'a rien dit de cette campagne et n'a pas dénoncé les opérations policières.

Le gouvernement français est raciste. Nous souhaitons des pour-parlers entre le gouvernement français et les pays d'origine pour qu'il y ait des accords sur l'immigration et que les choses soient claires, on ne sait plus où on en est.

Il est probable que la lutte des foyers Sonacotra a dû justifier la politique anti-immigrée du pouvoir.

#### Loisirs

Avant tout les vacances, c'est le travail ; on peut être dépanné par les travailleurs français, on peut bénéficier des acomptes, ça assouplit les difficultés parce qu'on est pas seul.



photo Adja

Dans les foyers le matin on dort on lit ; puis après c'est le comptoir, la télé, les consommations. Puis descendre à Paris, cinéma, un copain, le tiercé, le champ de courses.

En ville, c'est le cinéma, se retrouver entre copains, boire du thé, écouter la musique ; on se regroupe par village pour écouter de la musique du pays, discuter de tout.

Dans les cafés, la ségrégation sociale est nécessaire ; on se retrouve entre soi à l'aise. On parle sa langue, on trouve des camarades qui viennent du pays avec des nouvelles fraîches.

Les cafés sont visés aussi par la répression ; à la moindre rixe ils sont fermés pour deux ou trois mois, ce qui n'est pas le cas pour les cafés français. Tout cela en fonction des services que le patron peut rendre à la police.

#### Les femmes

Il faut avoir un salaire de 2 000 francs, trouver une agence, payer les frais et une avance de deux ou trois mois soit environ 3 000 francs plus un loyer qui va chercher dans les 600 francs. C'est la condition pour qu'il soit envisageable de faire venir sa femme en France.

Un inspecteur vient contrôler le logement, le bulletin de paie et il faut fournir une attestation de mariage et l'autorisation d'entrée en France. En comptant tout ça fait dans les 6 000 à 7 000 francs. On est

obligé de demander une avance au patron qui retient ensuite 200 à 300 francs par mois sur le salaire, ce qui accentue la dépendance vis-à-vis du patron.

J'ai essayé de faire venir ma fiancée mais à cause de tout cela j'ai dû abandonner et on ne s'écrit plus. Elle est infirmière là-bas. La plupart des femmes immigrées sont analphabètes, elles ne peuvent bénéficier d'une certaine émancipation, ne peuvent acquiescer une certaine formation.

Toujours besoin du mari, elles ne trouvent que des emplois de bonnes ou d'ouvrières ; en fait elles restent très isolées.

Ceux qui font venir leurs enfants rencontrent eux aussi des problèmes à l'école où les enfants souffrent de ségrégation (bicot, négro...) et ne peuvent s'intégrer. C'est l'apprentissage des ghettos.

### A Paulline « Ca pète dans la dynamite ! »

Les travailleurs de la dynamite à Paulline sont en grève reconductible toutes les 48 heures depuis le 18 août.

La direction de la société multinationale, Nobel-PRP-Explosif, filiale de Nobel-Bozoh, très lié au pouvoir, a réalisé en 74 1 milliard de bénéfice net déclaré.

Ils ont déjà eu à faire à cette même direction l'an dernier.

Face à ce patronat de choc, ils luttent pour imposer les revendications suivantes :

- un salaire de 1850 Fr par mois
- révision des classifications
- garantie de mutation
- maintien du salaire aux ouvriers qui sur indication du médecin de travail, doivent changer de poste, compte tenu de l'insalubrité des locaux et des maladies provenant de la manipulation de la dynamite (Un ouvrier est décédé en mai 1976 à 47 ans victime du nitroglycérol, maladie professionnelle répandue)
- réévaluation des primes de danger et de la prime de transport
- unification de la prime d'ancienneté
- droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes qui le plus souvent occupent des postes pénibles et dangereux.

Le personnel en grève appelle l'ensemble de la population à soutenir la lutte, à affirmer son soutien pour l'ouverture de véritables négociations sans préalable et à penser aux actes de solidarité qui seront organisés par les travailleurs en grève.

Correspondant de Perpignan

## en lutte

#### Livre

La fédération du livre CFDT appelle à participer activement le lundi 30 août à l'arrêt de travail d'une heure lancé mercredi par la fédération du livre CGT, pour protester contre l'expulsion des travailleurs de l'imprimerie Delta-Graphic à Siot.

#### Habillement

Les fédérations CGT et CFDT de l'habillement les travailleurs de la profession à faire de la semaine du 13 au 17 septembre une « semaine de luttes », avec pétition, délégations, arrêts de travail, pour 2 000f pour tous, garantie de l'emploi, etc...

#### Lariboisière

Pour la première fois depuis 32 ans, le Préfet de Paris vient d'interdire au syndicat CGT de l'hôpital de Lariboisière de prendre la parole devant le monument aux morts à l'occasion de la commémoration de la Libération.

#### Intoxications

Neuf ouvriers ont été intoxiqués par des émanations d'oxyde de carbone en procédant jeudi matin, à la remise en route, après les congés d'un haut fourneau des fonderies de Pont-à-Mousson (Meurthe et Moselle). L'état de 4 d'entre eux a été jugé sérieux.

#### Mines

Un éboulement s'est produit dans une galerie jeudi soir au puits Wendel en Moselle, bloquant pendant 3 heures trois mineurs qui ont pu être dégagés sains et saufs.

#### L'EDF et la sécheresse

La fédération CGT de l'énergie qui croit savoir que la direction de l'EGF envisage pour les tout prochains mois de prendre des mesures d'aménagement de la consommation d'électricité — c'est-à-dire de procéder à des coupures de courant à la rentrée — appelle les usagers d'EDF à exiger que les pouvoirs publics permettent à l'entreprise de « disposer de moyens nécessaires pour assurer la continuité du service public ».

AFP.

#### UN MORT CHEZ THOMSON-BRANDT

Un homme de 24 ans a été écrasé la semaine dernière par une presse connue comme dangereuse à l'usine Esswein de la Roche-sur-Yon pendant qu'il assurait l'entretien de la machine. Selon la CGT deux arrêts de travail de 24 heures ont eu lieu pour protester contre les conditions de travail.

#### PRIX: ENCORE UN RECORD BATTU !

Dans la série « tout va bien Madame la marquise », signalons que selon de « bonnes sources » citées par l'AFP, le coût de la vie a augmenté de 1% en juillet contre seulement 0,4% en juin.

Depuis le début de l'année les prix de détail (officiellement) ont progressé de 5,6%.

A suivre !

### IDEAL STANDARD DAMMARIE LES LYS

L'administrateur provisoire récidive : ce monsieur ayant déjà rejeté le protocole d'accord qui prévoyait la mise en place des stages de formation professionnelle en échange de 25 % des stocks. Motif invoqué : « Il ne nous est pas possible d'accepter ce protocole, car cela créerait un précédent : si on accorde ça, dans deux mois il y a Piaget qui vient avec 25 % des montres et exige en échange soit la formation professionnelle soit d'autres garanties... »

Aujourd'hui, l'administrateur provisoire exige des travailleurs des deux entreprises Idéal-Standard d'Aulnay et de Dammarie-les-Lys qu'ils rendent les 100 % du stock et des machines en échange de la formation professionnelle. Il fait savoir aux responsables syndicaux, qu'il



photo Rouge

n'irait pas au delà, laissant ainsi entendre, que la menace d'évacuation par les flics était toujours là.

Lundi après-midi, à Dammarie-

les-Lys, l'assemblée des occupants doit se prononcer sur des propositions et prendre les mesures qui s'imposent.

Correspondant

## Ceux qui ne partent pas en vacances

### Dans la poussière des centres aérés de Paris

Les vacances scolaires pour les parents qui ne peuvent payer 1 000 francs ou plus pour envoyer leurs enfants en colonies pour les parcs qui ne partent pas, sont un vrai problème.

Pres de trois mois «cervés» Alors les parents prennent la solution du Centre Aéré, proposée par les écoles: ils accueillent les enfants toute la journée pour une somme modique.

Dans les centres aérés dépendant de la ville de Paris et qui sont réputés pour leur misère, ce sont plus de 15 000 enfants qui viennent tous les jours.

#### Loisirs ou gardiennage ?

Ainsi la Préfecture de Paris se vante de ce service public, ce faisant elle se sert dans sa publicité d'un ou deux centres bien équipés de prestige serait un grand mot, et où les enfants peuvent faire du cheval ou de la voile (Vry Châtillon, les Floralies). Mais cette propagande cache la réalité de la majorité des centres: des installations en provisoire (tentes, baraquements), de mauvaises installations sanitaires, des «espaces verts» séparés seulement par une palissade d'une route ou d'un terrain vague pas le moindre crédit.

Les formalités administratives pour obtenir une sortie sont telles qu'elles sont décourageantes, certains centres sont ouverts sans Assistant Sanitaire, alors que les enfants se blessent sur des tisons de bouteille en jouant au ballon dans le centre même!

Faire des centres aérés des garderies d'enfants, tel semble être le but recherché par la Préfecture. C'est d'ailleurs ce qu'explique un responsable du service: «La formule évite aux enfants de traîner dans les rues, les centres ne remplacent pas les vacances».

Alors? la fonction des Centres, est «sociale» oui, mais cette «fonction sociale» c'est d'encadrer les enfants les plus défavorisés, de les retirer de la rue et de les garder. Les Centres Aérés aujourd'hui ne sont qu'un des instruments qui per-

mettent de masquer le scandale des enfants qui ne partent pas. Les chiffres sont là: sur 8 500 000 enfants et adolescents, 1,8 million partent en colonies, et en camps, 1,6 partent en famille, ce plus de 5 000 000 ne partent pas. Parmi eux, 600 000 fréquentent les Centres Aérés dans toute la France.

Mais avec une subvention qui varie de 13 à 30 centimes par jour, plus 30 centimes pour le gîte, tout est de la volonté de payer en ce domaine.

#### Une lutte engagée

Mais depuis le début de l'été, la presse a largement dénoncé les conditions dans les Centres de Paris.

Et surtout les animateurs ont commencé à agir. D'abord sur les salaires, ils travaillent 10 heures par jour et sont payés 8 h 30, ils n'avaient qu'un jour de carence par mois. Ils ont obtenu déjà une seconde période de grève sous la pression d'une Assemblée Générale.

Mais avant tout, les revendications avancées notamment par la CFDT dans les deux AG qui se sont tenues et dans les tracts concernent le fonctionnement des centres.

Augmentation des effectifs de moniteurs (actuellement 1 pour 8 à 10 enfants) et lutte contre les licenciements arbitraires.

la disposition de matériel d'animation des bus moins chargés pour les sorties.

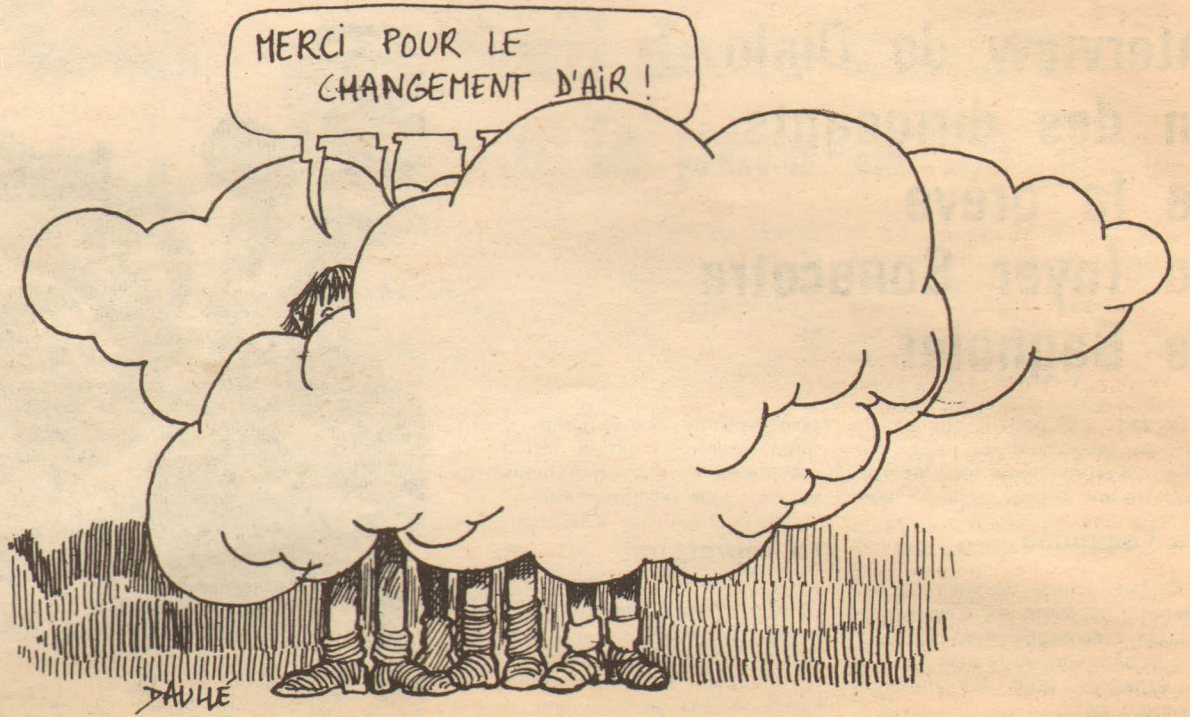
le respect des règles de sécurité et d'hygiène.

le rétablissement de la 1-2 journées de préparation formation etc.

Le début du mois de septembre va être crucial: les grands retours de la fin août vont amener des enfants supplémentaires, alors que le personnel va rester aussi peu nombreux.

Après les deux AG et la pétition aux parents, verra-t-on les Centres Aérés quitter leur champs clos de palissades poussiéreuses pour passer sur la place de Paris le problème des enfants sans vacances?

P. Verdon



### Les espaces verts à la banlieusarde

Vincennes. Le pailleçon poussiéreux de paille jaunie qu'est devenu le bois de Vincennes pendant la sécheresse ne reverdit pas.

A 100 mètres de la route à 100 mètres de la ville, le centre aéré Vincennes Pyramides dépend de la ville de Paris. Vous entrez par une allée bordée d'arbres et au sol jonché souvent de préservatifs utilisés par les prostituées du bois. 7 ou 8 grandes tentes de 50 places posées à même le sol, un bâtiment en dur (il n'y en a pas partout), un moniteur pour dix enfants, un ballon pour quinze, des poux pour beaucoup, et pas de produit pour les traiter, et 200 enfants de Belleville. Ils ne partent pas. Ils sont arabes, africains, juifs d'Afrique du Nord, espagnols et français parfois.

Ici, comme ailleurs, il faut faire des pieds et des mains pour obtenir une sortie de piscine en plein été, beaucoup d'ailleurs sont fermées au mois d'août.

Toujours ici, on a été jusqu'à verser de l'eau de Javel dans l'eau de boisson à cause de la présence de colibacilles! Ici, comme dans les autres centres, il faut être là à 8 heures. La journée pour le personnel

commence dans les écoles, on fait l'appel, on compte les mômes et on embarque dans des bus surchargés «transport d'enfants». Puis débarqués à Vincennes, commence une longue journée de gardiennage. Les animateurs mettent en pratique ce qu'ils ont appris dans les stages: faire tout avec rien: organiser des parties de ballon, inventer des jeux, passer le temps, organiser les queues pour les repas, le goûter, faire encore l'appel, compter les mômes, encore séparer ceux qui se battent.

Les enfants jouent dans la poussière, jusqu'à l'heure du retour vers les écoles dans les mêmes cars, la journée se termine à 18 heures. Une journée de vacances? «Je suis en vacances puisque je ne vais pas à l'école». Une journée «aérée»? Ce mot qui ne veut rien dire couvre une réalité qui n'est que le prolongement pendant les mois d'été des permanences et des garderies scolaires.

Dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, ils sont chaque matin presque 1 000 au rassemblement, certains partent vers la Courneuve, vers le Bois de Boulogne, vers Dammarville en Goele. Ils passeront eux aussi la journée

avec les tentes comme seuls abris contre la chaleur et la poussière. Ils feront aussi la queue pour un verre de lait au goûter. Ils reviennent chez eux à 18 heures, éternés par les transports.

Dans un autre centre de Paris, il y a eu des «Jeux Olympiques» qui ont succédé de peu aux autres JO, compétitions, classement, tout cela coïncé dans la banlieue, dérisoire. Dans ce même centre, il y a des enfants de 12 ou 13 ans. Une animatrice veut en profiter pour proposer aux enfants des discussions d'éducation sexuelle. La direction du centre s'y oppose: ces enfants ne sont pas en 6<sup>e</sup>, les centres n'ont pas le droit. Les enfants ont le même âge que des élèves de 6<sup>e</sup>? Oui, mais ils ne sont pas au lycée, l'éducation sexuelle, ce n'est pas pour les classes de transition.

Alors que faire quand on est animateur et que le matin on embarque les deux cent mômes d'un centre dans des bus chargés? On n'a qu'une chose à espérer: que la journée se passe sans incident, qu'elle soit vite terminée.

Et vivent les loisirs!

#### Vincennes Plaine

### 29 enfants hospitalisés !

Vincennes-Plaine, un des «centres aérés» du bois de Vincennes. Là viennent les enfants qui ne partent pas du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un quartier encore populaire (majorité de gauche) à la lisière du très rénové marais.

Vincennes Plaine, des tentes, un enclos, du grillage, de la poussière, comme ailleurs. Pour 7 francs 30 les enfants sont conduits tous les jours de leurs écoles jusqu'au bois, et gardés jusqu'à dix-huit heures. Les parents et les animateurs s'étaient déjà plaints des conditions sanitaires, de l'eau désinfectée à l'eau de javel... Mais cela aura été insuffisant: mardi vers midi, une cinquantaine d'enfants sont pris de vomissements, de malaises, puis de diarrées. 29 enfants devront être hospitalisés.

C'est peut-être l'eau qui est responsable, peut-être les aliments servis la veille lors d'un pique-nique... c'est en tout cas la ville de Paris, qui se refuse pour l'instant à tout commentaire.

Certains parents s'indignent de cet accident, qui survient alors qu'on leur a déjà auparavant refusé le droit de visiter le centre de La Plaine... ils ont l'intention de porter plainte.

## L'ORDRE MORAL DE 7 A 77 ANS

L'apparition dans les kiosques de revues telles que l'Echo des Savanes, Metal Hurlant, Froid Glacial, Mormal, Tousse Bourne Surprise, etc., c'est l'échappée irréversible de la bande dessinée du ghetto dans lequel elle était jusque là enfermée: la presse pour jeunes.

Ces revues animées par les dessinateurs les plus doués du moment s'adressent sans ambiguïté à un public adulte. Par la même elles se sentent en droit de transgresser allégrement les normes et tabous implicitement et explicitement imposés par la «Commission de contrôle et de surveillance des publications destinées à la jeunesse». Cette liberté d'expression dont jouissent (dont jouissent?) les revues de BD pour adultes n'est en rien un acquis. Tout juste une tolérance: la BD pour le

législateur, c'est de la presse pour jeunes. Et ce n'est que cela. On peut donc en conséquence restreindre, entraver sa diffusion, on peut l'étouffer même dès qu'on estime que son contenu porte atteinte à la santé morale des chers petits gamins. C'est grotesque, c'est arbitraire. C'est la loi.

#### L'amalgame

Metal Hurlant, Mormal, Surprise viennent ainsi d'être interdits à la vente aux mineurs. Pour certains kiosques cela revient purement et simplement à une interdiction d'affichage même si cette interdiction n'est pas (pour le moment) prononcée. Tous les kiosquiers ne sont pas des fanatiques de la liberté d'expression, et les consignes sont

suffisamment floues pour permettre des glissements qui arrangent bien les censeurs. Ces derniers ont d'ailleurs la partie belle, puisqu'ils n'ont aucun compte à rendre.

Il est intéressant de constater que cette interdiction qui frappe (pour le moment toujours) trois des revues les plus représentatives de la nouvelle bande dessinée, fait partie d'un ensemble plus vaste. On trouve de tout dans cette charrette d'interdictions. D'autres bandes dessinées d'abord. En particulier celles des éditions Elvi-France (dont certaines publications ont été à nouveau frappées hier, en même temps que la revue Men Only). Et puis surtout la presse dite porno. La plus lamentable, comme la plus sophistiquée. Le bilan pour aller droit au but, est facile à faire: à peu d'exception près, seules les revues de l'empire de presse Filipacchi (Play Boy, Lui, Union, etc.) sont épargnées. On voudrait faciliter le développement des éditions de ce triste bonhomme qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Reste le constat: empaqueter dans une même interdiction Metal Hurlant et la presse

Dimanche à 22 h 30 sur FR 3

## La vie est à nous de Jean Renoir

Dimanche soir sur FR 3 nous aurons une soirée cinématographique intéressante, on va pouvoir se faire un petit montage de ce qui compte vraiment dans le cinéma français : Godard à 20h30 avec la fin de sa série d'émissions et Renoir : *La vie est à nous* à 20h30.

*La vie est à nous*, c'est le plus grand film du front populaire, c'est une œuvre de grande invention, radicalement nouvelle dans le cinéma de l'époque. Réalisée par un collectif de techniciens et d'interprètes engagés dans la cause du Front populaire et dirigé par Jean Renoir, elle témoigne d'un style original parfaitement adéquat à la situation politique dont elle est partie prenante : les élections de 36.

Nous avons raconté dans *Rouge* à propos du film *La Marseillaise*, réalisée l'année suivante, comment le film a été tourné et produit puis censuré par le pouvoir et diffusé dans des conditions militantes. Le PCF a directement mis en œuvre le film pour appuyer sa campagne politique, mais dans la situation électorale de l'époque, le résultat n'est pas un film de propagande comme le

disent ses détracteurs qui reprochent à Renoir cette « tâche » sur son bel habit d'artiste. C'est un film de lutte : les thèses du PC y sont évidentes et exclusives mais nous sommes loin d'un mome rabachage, nous sommes dans l'épique. L'inspiration à la soviétique contribue pour l'essentiel à sa grande qualité : la force de sa conviction didactique : alternance de documents d'actualités et de récits filmés, systématisation du montage alternatif (1), découpage du film en véritables chapitres narratifs prises de vues de foules innombrables défilant et chantant, le tout sur fond d'internationales.

Un film de lutte que le parti avait commandé, et qui l'a trouvé un peu trop exaltant ; il a été très longtemps enterré, les occasions de le voir se sont faites de plus en plus rares. La reprise de *La vie est à nous* sur FR 3 est donc un événement qu'il serait dommage de manquer.

M. Corti et P. Gourmrenski

(1) Voir l'exemple de montage alternatif ci contre

### Montage alternatif et cinéma d'agitation : extrait du découpage

La vie est à nous

— *Fascistes en uniforme tirant*  
— *Défilé de fascistes français*  
— *Surimpression : de La Rocque parle aboiements*  
— *Fondu enchaîné : Chemises brunes*  
— *De La Rocque remplacé par Hitler*  
— *Fondu enchaîné : Chemises noires*  
— *Hitler se transforme en Mussolini mitrailleuses*

— *Fondu : la guerre en Ethiopie*  
— *Surimpressions : symboles fascistes*  
— *Autobus faisceau des licteurs*  
— *Guerre tête de mort*  
— *Emeute tête de mort*  
— *Brasier croix gammée*  
— *Surimpression : tête de mort*  
— *Défilé de fascistes français*  
— *Effacement de la tête de mort*  
— *Gros plan d'une boutonnière avec un insigne lat*

— *Poursuite du défilé*  
— *Aux fenêtres des bourgeois font le salut fasciste*

— *Sur le trottoir, un petit bourgeois*  
— *Il n'y a rien à faire contre ces gens-là*

— *un prolo du Bâtiment descend de son échafaudage*

— *Gros plan du prolo*  
— *rien à faire ? si il y a le Parti communiste*

— *Gros plan sur les mots « Parti communiste »*

— *Entrée du 120 rue Lafayette*  
— *Activité agitation devant l'entrée*  
— *Surimpression : « Et le grand journal des travailleurs »*

— *Panoramique sur un numéro de l'Humanité*

— *Le même journal dans un kiosque*

### Musique

## HOT TUNA

Hot Tuna sera à Paris lundi soir à 20h30, à la salle Wagram et pour 35 F. Jorma Kaukonen et Jack Cassidy, respectivement guitariste et bassiste sont les deux musiciens qui faisaient ce son du *Jefferson Airplane* de notre vieux rêve californien d'antan. Eux ne sont pas embarqués de ce lourd paquebot des étoiles de la reine mère Slick et consorts.

Ils n'ont pas besoin de cette navigation pour être aériens et déliés sur leurs cordes plus californiennes.

Hot Tuna c'est ce qu'il y avait de mieux pour transiter de la musique aux champs à la musique en ville.

M.C.



## télévision

SAMEDI 28 AOUT

TF 1

20.00 Journal  
20.30 Music-hall : Enrico Macias  
21.35 Matt Helm (feuilleton américain)  
22.25 A bout portant : Paul Préboist

A 2

20.00 Journal  
20.30 Adieu prudence comédie de boulevard de Leslie Stevens  
22.20 Les temptations une demi-heure de soul music et pas la plus mauvaise !  
22.55 Journal

FR 3

19.20 Actualités régionales  
19.40 Un bateau, un événement  
20.00 Thalassa, la magazine de la mer

DIMANCHE 29 AOUT

TF 1

17.15 Ballade pour des diamants télé-polar américain  
18.45 Les jours heureux (feuilleton américain)  
19.15 Les animaux du monde  
19.45 Journal  
20.30 Le sous-marin de l'apocalypse film américain d'Irwin Allen de 1961  
22.15 Au rendez-vous des ancêtres la réunion dans un village des Pyrénées du plus grand nombre possible de descendants d'une même famille et ce qu'ils ont à raconter  
23.05 Journal

A 2

19.30 Jazz Averty le pianiste Earl Hines à Nice en juillet 1975. C'est quelque chose Earl Hines, le pianiste sans qui la musique d'Armstrong n'aurait pas été ce qu'elle a été. Evidemment Armstrong n'est plus là, mais écoutons sous les doigts de Earl Hines la musique d'avant Parker et de Monk.

20.00 Journal  
20.30 Jeux sans frontières

FR 3

20.05 Les animaux chez eux  
20.30 Sur et sous la communication c'est la dernière émission du collectif Sonimage. Nous reparlerons du travail de Godard, mais ce soir c'est lui-même qui s'explique  
22.20 Journal  
22.30 La vie est à nous film français de Jean Renoir de 1936. Voir article

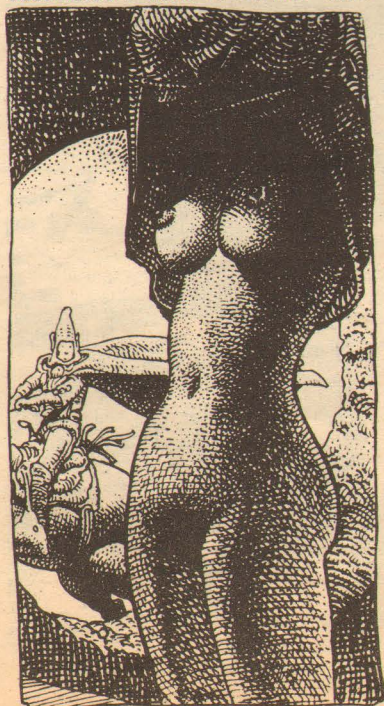


porno, c'est une pratique de l'amalgame qui, en ce mois d'août, ne juge pas utile de s'embarrasser de précautions. Les pères de la morale n'ont pas de pudeur. La presse porno... quelle que soit l'appréciation que nous portons sur elle (elle n'est pas tendre) il va de soi que nous ne saurions cautionner son interdiction par un silence gêné. C'est à dire consentant. Surtout quand le but de l'opération « interdiction » consiste à l'évidence à favoriser la progression d'un requin comme Filpacchi.

### Ne pas céder

La bande dessinée genre *Metal Hurlant*, *Mormoi*, *Surprise* n'a évidemment rien à voir avec l'exploitation de la misère sexuelle. Ces revues à leur manière avec les moyens propres à la bande dessinée jouent leur rôle dans la remise en cause de l'ensemble des valeurs imposées par la bourgeoisie. Elle ne s'en cachent pas. Il est bien clair que l'ordre moral que les censeurs voudraient imposer à la jeunesse y est bafoué à chaque page. Salubre

décapage, et effectué par des dessinateurs dont le dernier sous



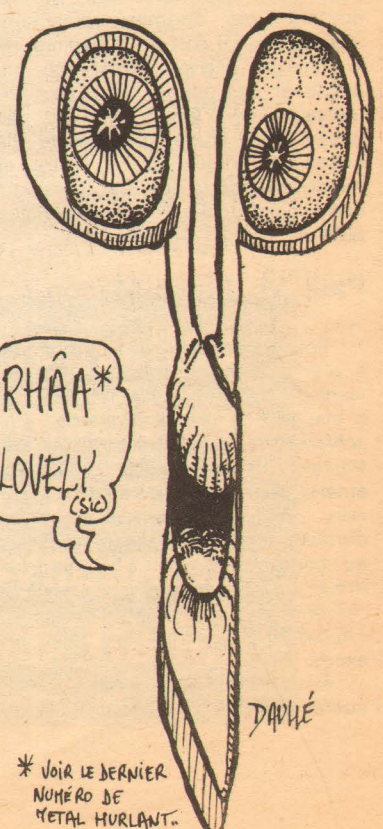
un membre d'une commission de contrôle n'envisagerait même pas de remettre en cause le talent. Mais voilà, ces gens-là même si ils sont couverts de distinctions de toutes sortes sont à l'en pas douter d'affreux gauchistes. Sous couvert de science-fiction de récit fantastique ils tournent en dérision l'ordre libéral avancé. C'est insupportable ! Il faut protéger de ce fléau les citoyens honnêtes. Logique cocasse : c'est sûrement parce que les gens qui lisent des bandes dessinées sont soupçonnés d'être restés de grands enfants qu'on se juge en droit de réglementer leurs lectures par le biais d'une commission chargée de veiller à la saine morale de la jeunesse. Les papas de l'ordre moral verrient sur nous.

les mesures actuelles sont arbitraires et scandaleuses. Elles sont aussi confuses. Une interdiction de la vente aux mineurs théoriquement ne met pas en danger la vie d'un journal qui s'adresse à des adultes. La limitation de sa diffusion dans certains points de vente (métro, gare) le met cependant gravement

en danger. Les animateurs de *Metal Hurlant* par exemple sont inquiets sans être alarmistes. Le journal se vend bien (près de 40 000 exemplaires) les albums aussi. Le projet de passer à une parution mensuelle est maintenu et sera effectif en septembre si dame Aspasia ne joue pas de sales tours. En octobre *Metal* aura une « petite série » : « Ah ! Nana » conçue uniquement par des femmes. Avec un peu de chance la revue ne sera pas interdite, aux hommes. Bref ce ne sont pas les projets qui manquent et il n'est pas question de plier la tête devant l'arbitraire d'un pouvoir qui ne sachant plus ou donner de la tête tape dans tous les sens.

Quelques revues certaines en core trop mal connues d'autres peut-être qui ne le sont que trop sont interdites. Quelque soit l'appréciation que nous portons sur chacune prise séparément c'est la liberté d'expression qui est en cause. Une affaire moins que jamais négligeable quand l'ombre de Hersant ou de Filpacchi plane sur les kiosques.

Jean François Vilar



\* VOIR LE DERNIER NUMÉRO DE METAL HURLANT.



## LE DIABLE PAR LA QUEUE

Nous ouvrons aujourd'hui une série de trois articles de fond sur l'Eglise.

Alors que Mgr Lefèbvre, décidément tenté par l'aventure du schisme, va célébrer dimanche sa messe version retro, il nous a semblé important de faire le point sur la situation de l'Eglise en France depuis le Concile Vatican II.

Il est vrai que l'affaire Lefèbvre prend maintenant des proportions inquiétantes, lorsqu'on entend celui-ci déclarer : « J'en arrive à soutenir que la dictature, quand elle a des principes moraux chrétiens, peut être acceptable », on se dit qu'au-delà des pitreries intégristes, il y a certainement un phénomène social beaucoup plus important qui se dessine. Il suffit pour s'en rendre compte de mesurer l'ampleur de la réaction des évêques du Nord qui déclarent : « Nous devons rappeler aux catholiques qu'en participant à cette messe (...), ils poseraient un acte qui contribuerait à diviser l'Eglise du Christ ».

Les positions sont claires de part et d'autre. Alors, schisme ou pas schisme ?

B Pra

### « Si je ne crois pas à l'existence des anges, je ne suis plus catholique »

IL n'est pas étonnant que tout ce qu'il y a de plus réactionnaire de Minute à Michel Droit en passant par Michel de Saint-Pierre, entraînant avec eux une fraction non négligeable des intégristes et des traditionalistes de l'Eglise catholique se soit précipité dans la croisade dérisoire de Mgr Lefèbvre, ce fils d'industriel de la région lilloise, missionnaire de l'Occident en Afrique, grand défenseur de soutanes et de messes en latin.

#### Le diable à l'œuvre dans l'Eglise

A première vue l'événement paraît comique : on croyait bien avant les temps des excommunications et des schismes. Au-delà de l'attachement à quelques rites désuets, quels griefs ces intégristes ont-ils vis-à-vis de l'église officielle ? Pour Mgr Lefèbvre et ses acolytes, la papauté Paul VI et la hiérarchie catholique, par leur trop grand libéralisme depuis le concile de Vatican II sont tout bonnement entrain de liquider l'essentiel de la religion catholique, de ses rites, mais surtout de ses dogmes fondamentaux.

Il faut avouer que pour des gens qui pensent qu'« Avec Mussolini l'Italie est devenue une grande nation », qui ont consacré toute leur vie à la défense de l'Occident chrétien et de l'Eglise Une, sainte, catholique et apostolique, il y a de quoi être déboussolé. Ils découvrent avec stupéfaction qu'on chante l'Internationale dans les réunions nationales de la JOC sous la bénédiction de Mgr Marty et en présence de Georges Marchais, que des textes Marxistes sont lus pendant les offices, que des séminaristes vivent dans des appartements et reçoivent des jeunes filles. Que des prêtres se marient et adhèrent au PC voire à des groupes révolutionnaires, que bien des prêtres doutent des dogmes solidement établis, que ce soit de la virginité de la Vierge Marie, l'existence du diable et des anges, voire de l'immortalité de l'âme ! N'at-on pas publié une étude matérialiste de l'évangile rédigée par un prêtre, et même entendu le père Cardonnel, un dominicain déclarer à la télévision qu'il ne croyait pas en Dieu !

#### Paul VI, Franc-Maçon ?

Pour l'extrême-droite catholique, il n'y a aucun doute, tout le mal vient du concile Vatican II (1966) qui a inauguré la grande braderie : « le schisme c'est le concile ». Les timides réformes de ce concile ont amené pour eux « à un glissement vers le protestantisme », « à diminuer la résistance de l'Eglise au communisme et à l'immortalité », « à laisser pénétrer les idées maçonniques », « à introduire un libéralisme » permettant tous les excès.

Evidemment, au Concile il n'était guère question de tout cela !



Ducaud Bourget (photo Norma)

rendre un peu plus attrayants et compréhensibles à une masse de chrétiens qui ne se reconnaissent plus dans les oripeaux moyenâgeux de l'Eglise. Beaucoup n'avaient d'ailleurs pas attendu cet « aggiornamento » officiel pour amorcer un processus inévitable d'adaptation. La hiérarchie ne pouvait plus se contenter de condamner les prêtres ouvriers ou guerilleros (comme Camillo Torres mort en Colombie) et était obligée d'apporter des réponses, mêmes limitées aux diverses tentatives comme l'Action Catholique Ouvrière en France qui apparaissaient comme la seule alternative simple de reprendre aux couleurs de notre temps les vieux dogmes intangibles et de les

tive sérieuse au lent dépérissement des structures traditionnelles.

Mgr Marty, qui représente bien le type même d'évêque d'après Vatican II en a résumé on ne peut plus clairement l'esprit en déclarant le 15 août : « Le monde se débat et cherche sa voie, il attend des chrétiens le message de toujours, mais dans la langue d'aujourd'hui ». Pour cela il fallait remettre un peu à jour les différents rites donner un nouveau visage aux prêtres leur permettant de se réinsérer quelque peu socialement et de coller mieux à l'évolution des fidèles désertant le cadre paroissial. Il fallait aussi faire participer un minimum les laïcs qui se sentaient mal à l'aise dans une structure quasi-monarchique, amorcer un rapprochement avec les autres églises (l'œcuménisme) dont les divisions étaient incompréhensibles pour un grand nombre de fidèles. Enfin l'Eglise se devait de faire une place officielle aux travailleurs gagnés par des mouvements comme la CFTC ou l'ACO et aux catholiques de gauche dont l'influence allait croissant.

Il s'agissait bien évidemment d'une tentative de replatrage et rien de plus. D'ailleurs le Pape et la hiérarchie avaient bien montré dans leurs déclarations et encycliques qu'il ne fallait pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Il ne faudrait pas en profiter pour toucher aux dogmes fondamentaux que ce soit le pouvoir du Pape la Trinité ou la Vierge Marie. D'accord pour : ans former la confession en « cérémonie officielle » mais... la masturbation la contraception et l'avortement pour ne prendre que ces exemples, restent des péchés mortels. Quant au divorce les quelques dizaines de prêtres italiens sanctionnés par leurs prises de position favorables sont



messe à la mémoire de France, organisée par le Parti des forces nouvelles. Monsieur Ducaud Bourget officie. (Photo Norma)



bien placés pour savoir qu'il ne faut pas se croire tout permis. Enfin et surtout, d'accord pour faire une place aux militants chrétiens engagés dans les luttes ouvrières, mais à condition qu'ils se réconcilient avec leur frère patron en rentrant dans l'église et « renoncent au marxisme qui entraîne un collectivisme générateur de totalitarisme » (mise en garde des évêques français en novembre 73)

Pluralisme donc, mais dans le cadre de la démocratie-chrétienne tout au moins dans celui de la démocratie bourgeoise.

#### Serrons les rangs !

La droite « éclairée » et les évêques dans leur ensemble l'ont très bien compris en appelant les catholiques français à serrer les rangs auprès du Pape. Ils font plus confiance à l'appareil ecclésiastique qu'aux aventuriers tentés par le schisme pour contenir les multiples débordements et maintenir les valeurs essentielles. André Frossard battait en ce sens le rappel en s'adressant aux catholiques de

droite dans Le Figaro du 26 juillet : « le Pape leur est encore plus nécessaire qu'aux catholiques de gauche qui le remplaceraient volontiers par une direction collégiale ».

Finalement, même si un petit schisme se produit comme certains l'annoncent, il restera somme toute très marginal et cette affaire aura même sans doute plusieurs avantages aux yeux de la droite et de l'appareil ecclésiastique.

1) Elle montre qu'il existe une autorité suffisamment forte pour répondre aux questions angoissées des fidèles qui n'y retrouvent plus leur latin, comme cette lettre demandant dans le Monde du 27 juillet : « Qu'on nous indique clairement : voilà ce que vous devez croire ».

2) Elle est le signe de la bonne volonté « réformatrice » de la Papauté aux partisans du changement dans la continuité en garantissant l'application des décisions du Concile.

3) Elle permet d'isoler les intégristes les plus fanatiques qui pourraient au mieux créer en France une secte réussie abcès de fixation de l'extrême-droite, alors que l'Eglise ne peut stopper toute réforme au risque de voir son influence s'étoiler.

4) Elle est une arme de chantage vis-à-vis de ceux qui voudraient aller trop loin, la campagne publicitaire des traditionalistes montrant qu'ils représentent une certaine force qu'il ne faudrait pas faire fuir.

Enfin, elle fait également un peu mieux passer la pilule des diverses condamnations à gauche comme la dernière en date : celle de Dom Franzoni, coupable d'avoir quitté un palais pour vivre avec des travailleurs, pris position pour le divorce et enfin adhéré au PCI. Celui-ci, après avoir été réduit à l'« état laïc » a décidé de ne pas faire appel et déclarait à propos de Mgr Lefèbvre : « Il n'a aucun avenir : ses idées se condamnent d'elles-mêmes ». Nous le suivrons certainement sur cette affirmation, mais l'avenir de l'Eglise officielle est-il plus radieux ? Il lui faudra certainement galoper après les réformes pour tenir le choc face à la crise qu'elle traverse et qui n'est qu'un des aspects de la crise des valeurs et des institutions bourgeoises.

Manouche